

Initiatives ministérielles

gramme tout comme les brasseries locales qui devront payer leurs approvisionnements de plus en plus cher.

La suppression du programme de subventions au tarif de l'Est portera un dur coup à l'économie de l'Atlantique déjà chancelante à cause des taux de chômage et des taux d'intérêt élevés et de la fermeté de notre dollar. C'est encore un autre coup de boutoir de la part d'un gouvernement indifférent et insensible au sort de la région de l'Atlantique et des autres régions moins favorisées du pays.

On a fait tout un plat des 130 millions de dollars réservés à la région de l'Atlantique pour l'aider à traverser cette période de crise. Mais ces 130 millions de dollars étaient déjà prévus pour la région avant cette crise et ne sont d'aucune utilité.

Le gouvernement doit cesser de s'attaquer aux régions moins favorisées et aux Canadiens moins nantis, et commencer à les aider. C'est d'une main secourable dont les Canadiens ont besoin et non pas d'une main de fer. Il faut leur prêter main-forte au lieu de les assommer.

• (1520)

Le gouvernement devrait écouter ceux qui s'inquiètent du sort des régions du Canada et de la région de l'Atlantique, et du sort des familles canadiennes. Il est plus que temps qu'il prête l'oreille aux Canadiens ordinaires en prenant des mesures en leur nom. Il ne doit pas s'en tenir aveuglément au programme que lui ont tracé les grandes entreprises.

Le gouvernement pourrait commencer par écouter les suggestions de la Commission des transports des provinces de l'Atlantique qui lui a déjà rappelé que la suppression du tarif de l'Est aura de graves répercussions sur les exportations de céréales et de farine qui empruntent les ports de l'Atlantique. J'ai déjà fait remarquer également que selon la Commission des transports des provinces de l'Atlantique, l'emploi dans les entreprises d'ensilage, dans les ports, les chemins de fer et les minoteries se ressentira des effets de cette compression.

Aussi, la Commission des transports des provinces de l'Atlantique a-t-elle proposé d'apporter à ce programme certaines modifications qui le rendraient moins tributaire du Trésor fédéral et qui en atténueraient ou en supprimeraient les anomalies et les lacunes tout en maintenant

l'acheminement des céréales et de la farine via les ports de l'Atlantique. Cette Commission voulait surtout assurer la rentabilité des silos à grains de Halifax et de Saint John et de la minoterie de Halifax, et faire en sorte que les céréales et la farine continuent de transiter par les ports de l'Atlantique.

Le gouvernement a été saisi de cette recommandation mais n'a pas daigné y donner suite. Le gouvernement n'écoute pas les gens de cette région qui proposent des solutions de rechange susceptibles de les aider et de répondre à ses préoccupations.

Le gouvernement devrait réexaminer sa stratégie ainsi que son projet de loi. Il devrait tenir compte des conseils qu'on lui donne et prendre au sérieux les préoccupations des gens de la région de l'Atlantique.

Le gouvernement a présenté ce projet de loi sans consulter les gens qui en ressentiront les effets. Ceux-ci ne lui ont certes pas offert leur appui. Comme je l'ai dit, le projet de loi fait suite à d'autres coups portés à l'économie et au tissu social des provinces de l'Atlantique.

Je devrais ajouter à ce sujet que l'annulation de cette subvention se traduira par une réduction du tonnage qui risque d'entraîner le démantèlement de la ligne du CP qui relie Montréal à Saint John. Cela empêcherait Atlantic Limited de VIA d'emprunter ce parcours, une ligne de VIA Rail que tant de gens des Maritimes ont lutté avec acharnement pour garder.

Les Canadiens de la région de l'Atlantique méritent mieux de la part du gouvernement. Ils méritent d'être écoutés et d'obtenir des programmes pouvant les aider à maintenir une économie viable.

M. Crosby: Madame la présidente, j'ai écouté avec intérêt les remarques du député et celles qui ont été faites précédemment à la Chambre.

J'espère que le député reconnaît la position de la Commission des transports des provinces de l'Atlantique, laquelle n'appuie en aucune façon le maintien de la subvention au transport des grains et de la farine «à l'Est de». Tous ceux qui travaillent au port d'Halifax, dans l'industrie agricole et dans tous les autres secteurs de l'industrie concernés par cette subvention reconnaissent que celle-ci est mauvaise et qu'elle n'apporte pas d'aide à ceux qui devraient en recevoir. Personne n'a jamais pro-